

Quel nouvel avenir pour Gandrange ?

Véronique Poujol

OPÉRATION socialement neutre ?
Les 595 salariés du site sidérurgique ArcelorMittal à Gandrange en Moselle, menacés par le projet de restructuration de l'usine qui prévoit la fermeture en 2009 de l'aciérie électrique et du train à billettes, ne seront pas laissés sur le bord du chemin. Les dirigeants du groupe l'ont assuré mercredi aux représentants syndicaux lors d'un comité restreint d'entreprise. Les sites de Florange en Moselle et de Luxembourg, situés à respectivement 17 et 40 km de l'usine lorraine, accueilleront une partie des salariés touchés par le plan. À côté de ces mesures de reclassement interne, la direction prévoit un plan de « mesures d'âge » (retraite anticipée, par exemple) et des aides à la mobilité externe. Les promesses toutefois ont été mises au conditionnel : « Le groupe aurait donc une solution à proposer à tous les collaborateurs potentiellement concernés », assure un document remis aux syndicats qui détaille les raisons de la réorganisation industrielle de l'activité fil machine dans les usines du secteur *Long Carbon Europe*. ArcelorMittal s'est également engagé à contribuer « au processus de revitalisation du bassin d'emploi ». Tout comme il a promis de donner un « nouvel avenir » à l'usine lorraine en la spécialisant dans l'activité de laminage.

Ces mesures de compensation ont été réclamées par le gouvernement français. Mercredi, après l'annonce officielle du plan de restructuration, le secrétaire d'État français aux Entreprises, Hervé Novelli, a dit attendre d'ArcelorMittal la mise en place d'« un plan de revitalisation local à la hauteur des enjeux », tout en précisant qu'il suivra personnellement le dossier. De l'autre côté de la frontière, les autorités luxembourgeoises, si elles ne se réjouissent pas des intentions du numéro un mondial de l'acier en Moselle, n'ont pas de quoi s'en désoler non plus. Car à chaque mal, un bien. La fermeture de l'aciérie et du TAB de Gandrange aura des répercussions positives dans les usines du groupe au grand-duché. À l'extrême gauche de l'échiquier politique, les projets de fermeture partielle de l'usine lorraine ont suscité l'hostilité. déi Lénk-la-Cauche dénonçait jeudi « la stratégie purement financière du groupe Mittal (sic) qui ne prend aucun égard au tissu industriel de la Lorraine et du Luxembourg et à l'outil de travail ».

Le document remis aux syndicats indiquait que deux installations étaient exposées « à un effet coût négatif », suite à l'évolution des prix de la ferraille et des matières premières de la sidérurgie depuis cinq ans. Les prix de la ferraille sont passés de 118,45 euros/tonne en 2002 à 224,56 euros/tonne en 2007. Ceux de la fonte liquide, utilisée par les installations de pointe d'ArcelorMittal en Allemagne (Hamburg et Duisburg) ont évolué de façon plus soft. Ils ont même connu une baisse entre 2006 et 2007.

Le document remis aux syndicats indique que deux installations sont exposées « à un effet coût négatif » : Gandrange et Schiffflange

Ces deux installations sont celles de Schiffflange et surtout de Gandrange avec son four à arc électrique qui fut construit du temps où l'usine appartenait à Usinor et que son patron s'appelait Guy Dollé. Inadaptée cette installation doit être alimentée avec de la ferraille de haute qualité, et donc chère, d'où sortent des produits peu sophistiqués. L'écart en matière de coût de transformation à l'aciérie est supérieur à 35 euros/tonne, soit près de 40 pour cent, ont fait valoir mercredi les dirigeants d'ArcelorMittal. Ils ont aussi dû reconnaître les « difficultés opérationnelles constantes à l'aciérie » en raison de la mauvaise conception du four qui font que sa « disponibilité productive » se limite à 44 pour cent alors qu'elle est en moyenne de 83 pour cent dans les autres usines *Long Carbon Europe*.

Le TAB de Gandrange, qui alimente le laminoir (qui sera conservé et livré en billettes provenant de Duisbourg et de Schiffflange, ainsi que le centre de recherche qui occupe une trentaine de personnes) et la Société du train à fil de Schiffflange, seraient tout aussi inadaptés : une capacité de production trop importante par rapport aux besoins actuels de billettes et « des problèmes de productivité et de qualité qui grèvent sa viabilité économique ». La concurrence sort de ses installations des billettes qui coûtent 30 euros moins cher à la tonne.

Les sites de Gandrange et de Schiffflange réunis (1108 employés au total) ont accusé en 2007 (estimation) une perte sèche de 36 millions d'euros (-24,4 millions en 2006 contre un résultat net positif de 17,2 millions en 2005). Malgré les investissements que les dirigeants prétendent y avoir fait : 55 millions d'euros au total dans le laminoir à couronnes et à barres, le four électrique et la coulée. « De simples réparations à la suite notamment d'un incendie et d'une explosion », assure pour sa part au *Land* le délégué CFDT, Edouard Martin.

Les syndicats reprochent à la direction de Gandrange sa « mauvaise gestion » et son manque d'anticipation des besoins en renouvellement de la main d'œuvre. Il y a eu notamment en 2004 de trop nombreux départs à la retraite dans l'usine. Un problème que l'expert-comptable aurait reconnu et qui aurait coûté 300 millions d'euros. Les syndicats ont fait le cal-

cul : en retranchant les pertes nettes des exercices 2006/2007 du site de Gandrange (environ 55 millions d'euros selon le délégué CFDT) du coût de la mauvaise anticipation, ils espèrent prouver que l'usine est viable, moyennant quelques millions d'investissements. « Nous ne pouvons pas accepter l'argumentaire du plan de fermeture de l'usine » a indiqué pour sa part au *Land* Henri Botella, représentant du syndicat des cadres CFE-CGC qui juge lui aussi viable le site industriel de Gandrange, mais reproche aux dirigeants d'ArcelorMittal l'insuffisance des investissements pour améliorer sa productivité et l'absence de vision de ses dirigeants. Le délégué CFE-CGC s'interroge aussi sur les coûts de transport des billettes depuis l'usine allemande de Duisbourg jusqu'au laminoir à barres de Gandrange. La direction a estimé lors de la réunion mercredi que la différence de coûts des demi-produits venant d'Allemagne et de Schiffflange serait de l'ordre de 100 euros/tonne.

Les syndicats français refusent donc pour l'heure d'aborder le volet social de la fermeture de l'aciérie et du TAB. Ils ont d'ailleurs dans leurs malles des contre-propositions pour maintenir l'outil industriel mosellan. Ils ont demandé mercredi un moratoire à la direction pour qu'elle gèle ses projets de fermeture. Une nouvelle réunion de concertation avec le comité restreint d'entreprise et deux délégués CFDT et CGT de Gandrange est prévue pour le 15 février.

D'autant que les dégâts collatéraux risquent d'être dramatiques pour les firmes sous-traitantes de la région. Un millier d'emplois indirects seraient ainsi menacés. « Il ne faut pas que Monsieur Mittal pense qu'il va s'exonérer de sa responsabilité en reclassant le personnel à Florange ou au Luxembourg. Ce serait trop facile », prévient Edouard Martin, jugeant « scandaleux » le plan de restructuration.

Et le Luxembourg dans l'affaire ? La société du train à fil (STFS), qui dépend de Gandrange, devrait désormais être approvisionnée de demi-produits provenant de Hamburg et de Schiffflange (dont la capacité sera augmentée de 28 pour cent après la modernisation de la fonderie). En avril dernier fut introduit l'utilisation de barres à armatures dans la production de bobines. Parallèlement, la production de fil machine de haute qualité et les petites billettes a été réduite pour être transférée en Allemagne et en Pologne. Ces restructurations en douceur ont boosté la rentabilité du site luxembourgeois. L'EBITDA moyen (indicateur phare de la rentabilité d'une entreprise) par tonne produite à Schiffflange devrait être augmenté de 75 euros, a soutenu mercredi la direction. Tout bénéfique pour tout le monde ?

Dans l'immédiat, les syndicats ont appelé jeudi 24 janvier une manifestation devant le siège d'ArcelorMittal à Luxembourg pour défendre l'avenir de la sidérurgie « dans la région ».